

## Evaluation de la Dynamique écologique dans le Corridor Forestier Fandriana Vondrozo

Vololoniana RAHARINOMENJANAHARY, Bako RASOAMANANJARA, Lala RAZAFY FARA, Jacky RALAIARIVONY, Gerald RANDRIAMBOLOLONA

### ABSTRACT

Le Corridor Fandriana Vondrozo occupe une superficie de 450 000 ha. Il est composé de plusieurs types d'habitats (forêts, rochers, zones humides) caractéristiques de cette localité : Les forêts naturelles de basse altitude (0-800m), de moyenne altitude (800-1000 m), et les forêts et fourrés de haute montagne (>1600m d'altitude). Parmi les espèces phares animales sont citées : *Hapalemur aureus*, *Mantella bernhardi*, *Matoatoa spanringi*. Les différents écosystèmes du corridor (relief accidenté) abritent aussi des marais caractéristiques de la région favorisant la présence d'espèces spécifiques de la zone (anguilles, écrevisses, amphibiens, oiseaux, limnogales). C'est un réservoir d'eau assurant la production rizicole du plateau se trouvant à l'ouest et Est du corridor, et qui joue une fonction régulatrice hydrique. Pour la communauté riveraine: le corridor contribue à la subsistance quotidienne et est considéré comme de terrain de dernier recours. Chaque année, 2% de la forêt disparaîtraient. C'est pour freiner cette dégradation de la forêt du corridor que des initiatives en matière de conservation et de développement ont été menées au niveau du Corridor, avec l'appui de l'USAID depuis dix ans. Les cinq Régions l'ont intégré récemment dans la Nouvelle Aire Protégée (NAP) pour renforcer l'enjeu de la politique environnementale du MAP, qui est de concilier la préservation de la biodiversité tout en favorisant le développement des populations locales. De nombreuses recherches et actions ont été menées au niveau du corridor surtout les AP mais peu de recherches et de connaissances écologiques disponibles sur le futur NAP, leurs fonctionnements, leurs apports en terme de biodiversité.

La dynamique écologique du corridor forestier se manifeste par le phénomène de fragmentation, les causes et l'évolution de cette discontinuité de la forêt qui est à imputer, en grande partie, à l'accaparement des zones agricoles à l'intérieur de la forêt. L'évolution de cette installation humaine qui occupe les zones humides à l'intérieur du corridor, la situation des Tavy et de l'exploitation forestière, les impacts de l'intervention humaine sur l'écosystème forestier, l'enjeu de l'exploitation minière, les efforts entamés pour freiner partiellement les phénomènes, les actions entamées pour préserver le corridor, les lacunes sur la connaissance de l'écologie du corridor.

Pour un système de suivi écologique efficace du COFAV, il est nécessaire d'approfondir la connaissance des écosystèmes du corridor forestier et les implications pour l'économie des Régions et Communes environnantes ; mettre à jour les bases de données sur la dispersion faunistique et les richesses floristiques du COFFAV. Acquérir des outils efficaces permettant de

suivre l'évolution de l'écosystème (photos aériennes). Mettre en place un dispositif de suivi écologique impliquant la population riveraine. Maîtriser le phénomène de migration.

## **I INTRODUCTION**

### **I.1 Problématique**

Madagascar est un mini continent avec plusieurs écorégions<sup>1</sup>. Le corridor forestier de Fandriana Vondrozo est sis dans l'écorégion Forêt Humide (Ala Atsinanana), totalisant une superficie totale de 450 000 ha. Cette écorégion humide fait partie des joyaux de Madagascar en terme de biodiversité. Elle renferme 24 familles d'espèces végétales endémiques et 100% d'habitat pour les espèces animales identifiées comme identité de la zone. Le corridor Fandriana Vondrozo est inclus en totalité ou en partie dans cinq Régions de l'Ex Province de Fianarantsoa à savoir : Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Vatovavy Fitovinany, Atsimo Atsinanana, et Ihorombe. Ces Régions sont peuplées par différents groupes ethniques dont le mode de vie dépend principalement de l'exploitation des ressources naturelles.

Du fait du nombre élevé des habitants bordant les zones forestières, les pressions sur ces zones ne cessent d'augmenter annuellement. L'étendue du Corridor forestier Fandriana Vondrozo se trouve ainsi grignotée de part et d'autre menaçant sa rupture en certains endroits. Actuellement, ce corridor comprend une bande de forêts naturelles peu ou pas dégradées, de plus de 350 km de long et de 5 à 15 km de large. La plupart des forêts restantes se trouvent dans des zones dont l'altitude varie entre 600 et 1200m. Cette bande forestière assure à la fois une fonction écologique et économique très importante. Elle sert de refuge à un nombre considérable d'espèces indispensables à la pollinisation des plantes et à la dispersion des graines. Ces espèces contribuent ainsi à la maintenance de la qualité de l'habitat. Le corridor forestier assure ainsi la circulation du flux génétique, un caractère indispensable à la survie à long terme des espèces, suivant le gradient longitudinal (le long du corridor), et suivant l'altitude.

---

<sup>1</sup> Une écorégion peut avoir plusieurs définitions selon les auteurs. Dans le cadre de cet article, l'écorégion sera définie comme une unité spatiale terrestre, d'eau douce ou marine, relativement large, contenant des assemblages d'espèces, de communautés naturelles interagissant écologiquement et partageant de conditions environnementales géographiquement distinctes (WWF,2005, Rapport interne)

## **I.2 Objectif et Assomption**

L'USAID et d'autres parties prenantes (WWF, CI, diverses ONG locales) sont intervenus dans ce corridor Fandriana Vondrozo dans l'objectif principal de réduire les pressions sur les forêts, tout en améliorant les conditions de vie des populations locales. Les approches de ces parties prenantes ne sont pas les mêmes, mais la finalité de leurs actions converge vers le même objectif.

L'assomption est que le maintien de ce corridor du moins dans son état actuel contribue au développement économique et social de l'ex Province de Fianarantsoa. Le corridor forestier a en fait un multiple fonctions: (a) un réservoir d'eau irriguant une grande partie des rizières des cinq Régions concernées; (b) banque de carbone à cause des fonctions de puits des forêts, et d'autres ressources non ligneuses comme les bambous; (c) stock de matières premières pouvant être géré durablement pour l'artisanat, pour les nourritures (écrevisses et d'anguille), pour les plantes médicinales, et pour les bois précieux; (d) réserve d'autres ressources non négligeables pouvant être transformées pour l'intérêt des Régions (minière, et d'hydroélectricité).

## **II APPROCHE METHODOLOGIQUE**

Dans le présent article, la dynamique écologique sera comprise comme la dynamique de l'habitat envisagée sous l'angle des rapports complexes que les sociétés entretiennent avec les ressources naturelles. La dynamique écologique est de ce faite en relation avec les activités humaines.

L'USAID dans le présent article essaie de capitaliser les acquis durant ces dix années d'intervention dans cette zone. Cette capitalisation synthétise aussi les résultats obtenus par les différentes parties prenantes regroupées au sein de l'Alliance écorégionale.

La méthode adoptée repose ainsi essentiellement sur la synthèse des rapports internes<sup>2</sup> de chaque partie prenante, des littératures, des brainstormings et des interviews auprès des personnes ressources travaillant dans l'ex Province de Fianarantsoa. Ces personnes sont représentées par des responsables auprès des Services étatiques, des Institutions gouvernementales on non gouvernementales aussi bien à Antananarivo qu'à Fianarantsoa.

Récemment (depuis Juin 2007) une association locale a été mandatée par le programme ERI et le secrétariat technique NAP pour assurer la collecte de données préliminaires, et la consultation publique au niveau des Communes riveraines du corridor. Les données recueillies par ce mandant, entre autres sur l'utilisation actuelle des ressources naturelles, la dépendance

---

<sup>2</sup> Les rapports internes comprennent aussi l'analyse des résultats des observations sur terrain dans le cadre de la mise en place de la nouvelle aire protégée COFAV.

de la population vis-à-vis des ressources naturelles, l'analyse et localisation des utilisateurs, l'exploitation des bas fonds sous forêt, l'évolution des tavy, état de l'exploitation des gisements miniers, sont aussi synthétisées dans le cadre de cet article.

L'évaluation de la dynamique écologique est basée sur l'appréciation des critères suivants: (a) l'évolution de la couverture forestière; (b) l'intégrité des espèces faunistiques et floristiques; (c) l'atténuation des pressions dont l'occupation des bas fond, et (d) l'évolution des défrichements et des feux dans les forêts.

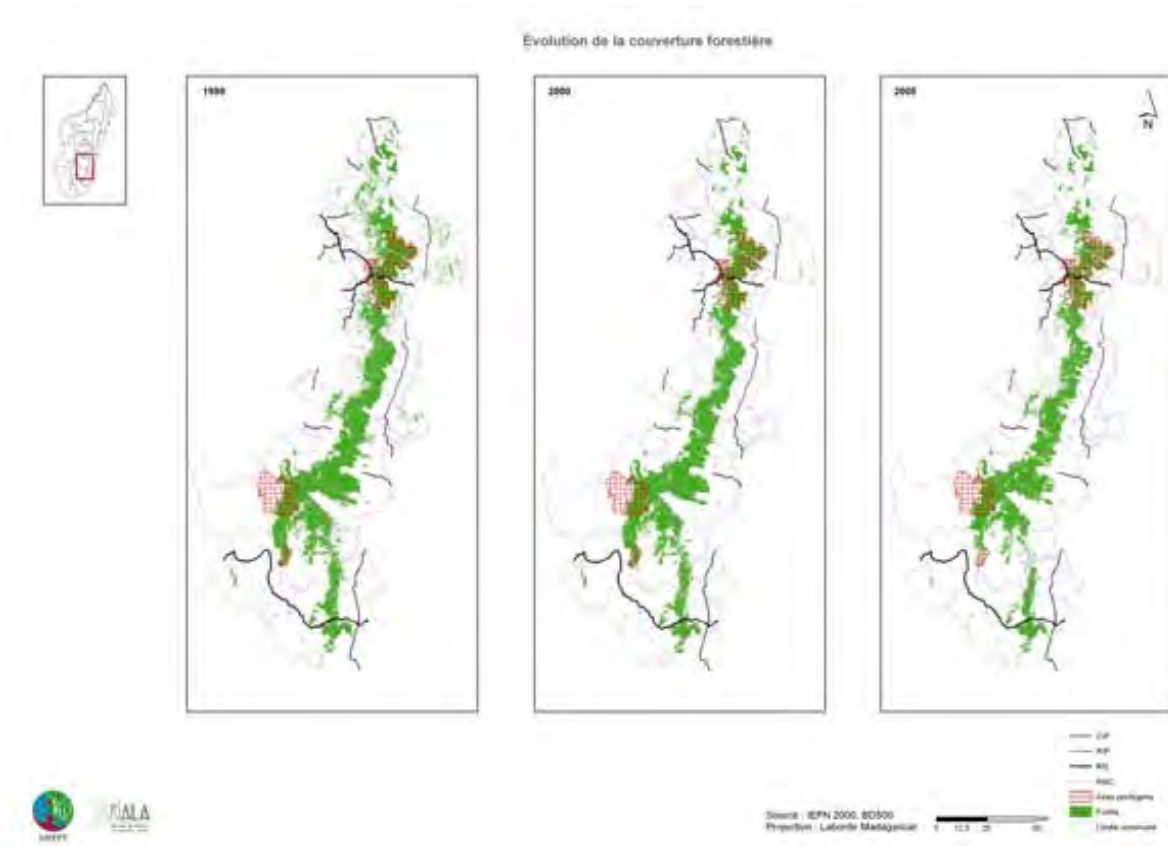
### **III CONTEXTE GENERAL DANS LE CORRIDOR**

#### **III.1 L'urgence de l'intervention dans cette zone**

##### **III.1.1 Perte de l'habitat**

Madagascar constitue une destination touristique du fait de sa richesse naturelle. L'île est connue à cause des beautés de ses paysages et de ses richesses inestimables en terme d'espèces animales ou végétales (plus de 12 000 plantes, une multitude d'espèces vertébrés et invertébrés non encore inventoriées jusqu'à ce jour, attesté par la découverte incessante de nouvelles espèces pour ne parler que des lémuriens). Mais compte tenu des principales pressions et menaces dans ce corridor (pression démographique entraînant la pratique des cultures sur brûlis et exploitation non durable des ressources forestières), la couverture forestière n'a cessé de diminuer. Si aucun effort n'est entrepris pour la sauvegarder, la chance de découvrir de nouvelles espèces intéressantes pour la science et pour l'humanité va disparaître avec la couverture végétale.

En 1993, la superficie du corridor est évaluée à environ 540 000 ha (source : IEFN 1993). En 2005, cette superficie est réduite à 450 000 ha (source : Image landsat 2005). La série de cartes présentée ci- après illustre le changement de la couverture forestière du corridor Fandriana Vondrozo entre 1990, 2000 et 2005.



Carte 1: Evolution de la couverture forestière dans le corridor Fandriana Vondrozo

### III.1.2 Les spécificités de la formation forestière et l'intégrité des espèces faunistiques et floristiques du corridor

Les inventaires biologiques effectués autour du Corridor entre le Parc Ranomafana et Andringitra (année 1999) et, les résultats de l'atelier scientifique (en janvier 2005) montrent l'importance écologique et biologique du Corridor Fandriana Vondrozo. Ce Corridor est caractérisé par:

- a) **Des forêts de basse altitude** à dominance de *Schizolaena turkii* (spéciale au PN Ranomafana), *Schizolaena gerrarkii*,.Les autres espèces végétales comme les orchidées (*Bulbophyllum hamelinii*), les fougères (*Cyathea melleri*) et *Pachypodium densiflorum* (Andringitra) sont aussi remarquables. Ce type de forêt constitue l'habitat de l'espèce de lémuriers *Eulemur albocollaris*, une des espèces phares de la partie Sud-Est de Madagascar.
- b) **Des forêts de moyenne et de haute altitude** (800 -1600 m) caractérisées par le *Bulbophyllum ranomafanae*, *Bulbophyllum hamelinii*, *Eulophiella roempleriana* (sur *Pandanus*), *Cyathea melleri*, *Pachypodium densiflorum* (Andringitra), *Rhopalocarpus crassinervius*, *Xiphopteri* sp. Des fougères spéciales à Andrombovato et Vinanitelo, *Diplarium* sp. Cette bande

de forêt assure la connectivité altitudinale avec les autres catégories d'habitats naturels et le flux génétique.

c ) **Des formations de haute altitude (>1600m)** à *Cynorkis angustipetala*, constituent 100% de l'habitat pour les espèces animales: *Hapalemur aureus*, *Hapalemur simus*, *Eulemur albocollaris*, *Eliurus pencillatus* (Rongeur), *Brachyuromus ramirohitra*, *Mantella bernhardi*, *Matoatoa spanringi*.

### III.1.3 Les pressions et menaces accrues autour et dans le corridor

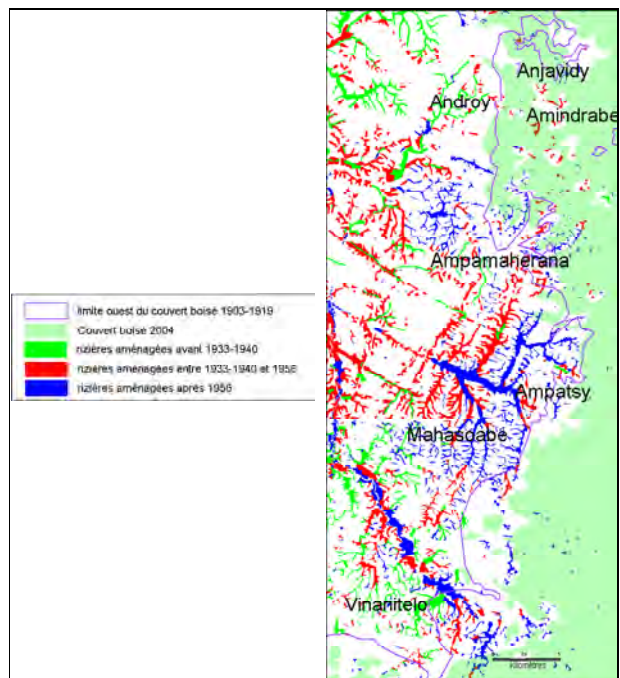
#### a) Accroissement de la demande en terre agricole

Le corridor Fandriana Vondrozo est sis dans la même direction que l'escarpement Est. Le relief y est donc accidenté avec des bas fonds exigus. La conquête de bas fonds aménageables en riziculture est un phénomène connu et très important dans la frange Ouest du Corridor. L'accroissement démographique (3%) avec le flux d'immigration non incontrôlable a entraîné l'expansion des champs de cultures à la périphérie ou à l'intérieur du corridor.

A la conquête de nouvelles terres cultivables à cause de la saturation des bas fonds aménageables dans les anciennes zones d'occupation, les populations migrantes ont squatté les zones marécageuses à l'intérieur du Corridor. Les périmètres agricoles se sont ainsi étendus au cœur de la forêt même, à la limite traditionnelle des territoires des Betsileo et de la zone des Tanala.

La carte ci contre montre une évolution spatiale de la conquête des bas fonds depuis des décennies.

**Carte 2 : Evolution des terrains rizicoles dans une partie du corridor**



Source : Serpantier et Al, 2006

En plus de la conquête des bas fonds, les Tanala n'ont cessé de pratiquer les cultures sur brûlis ou « tavy » détruisant ainsi l'habitat naturel du corridor. Jusqu'en 2002, dans la partie orientale du Corridor, la progression de l'installation humaine a presque atteint le deuxième escarpement.

Plusieurs facteurs ont ainsi poussé les paysans vivant dans cette zone à exploiter de manière irrationnelle les ressources naturelles. Les plus marquants sont : La faiblesse de la productivité agricole liée au relief très accidenté ; l'exiguïté des vallées limitant le développement de la riziculture, et enfin la chute incessante du prix du café sur le marché international entraînant la baisse des quantités exportées. A ceci s'ajoute la démographie galopante, poussant les paysans à aménager plus d'espace cultivable pour survivre.

#### **b) Un besoin croissant de bois de construction et pour l'artisanat**

La suspension du permis d'exploitation des forêts naturelles en 2000 et l'augmentation de la demande du marché ont favorisé les coupes clandestines dans certains endroits du Corridor. Ce Corridor est marqué par sa richesse en ressources telles que les bois de construction (cas de Kinangala, fontsy..) et les bois de chauffage; Les bambous (33 espèces dont 32 endémiques), les plantes médicinales, les produits de chasse (écrevisse, anguilles...), ainsi que des zones de pâturage pour les zébus. Il est sans conteste admis que sans une gestion soutenue adéquate, les accroissements des ressources n'arriveront pas à supporter les besoins et le rythme d'exploitation des produits secondaires (comme les matières premières de vannerie). La régénération ne suit pas ainsi les besoins de la population.

Les exploitations illicites au niveau des Communes riveraines comme Vinanitelo, Andranomiditra, Ialamarina sont destinées pour la fabrication des meubles. De même, la demande grandissante pour la sculpture Zafimaniry a incité des exploitations illicites entraînant la dégradation rapide des forêts dans la Région Amoronimania. L'insuffisance du contrôle forestier, et la difficulté de la répression des délinquants ont favorisé ces pratiques.

#### **c) La ruée vers l'exploitation minière dans et aux alentours de la forêt**

Le corridor est aussi géologiquement une zone de concentration des ressources minérales. De nombreuses localités ont ainsi été délimitées par le Service des mines comme des carrés miniers (zones à exploiter avec un permis). La carte suivante illustre l'importance de ces carrés miniers et les intérêts des exploitants pour cette zone.

Carte à insérer ici

**Carte 3 : Les carrés miniers au sein de l'Ex Province de Fianarantsoa**

Ces dernières années, les principales exploitations sont : (a) le gisement de corindon d'Ihazomena en 2003-2004 ; (b) l'exploitation de l'or à Hareza, au Sud Ankarimbelo piste vers Ikalafotsy en 2007-2008 ;

En bref, 436 permis miniers sont octroyés, dans le corridor, par le Bureau de Cadastre Minier à Madagascar (BCMM) dont 370 permis de recherche, 63 permis réserves pour les petits exploitants, 03 Permis d'Exploitation en 2006. Ces permis sont encore en phase de recherche et exploration mais la renonciation des carrées octroyés touchés attend les résultats de consultation 5, suite à une négociation interministérielle (Mine-Forêts). En cas de non obtention d'une extension de l'arrêté de protection temporaire de la NAP Fandriana Vondrozo ou le décret définitif, ces permis pourront –être réactivés par le Ministère de l'Energie et de la Mine.

### **III.2 L'approche de l'USAID**

L'approche écorégionale a été développée à partir de 1995 dans cette zone pour assurer la conservation de ce patrimoine naturel tout en considérant le développement socio-économique des riverains dudit corridor. L'Alliance Ecorégional USAID Fianarantsoa regroupe ERI (Ecorégional Initiative), Miaro Jariala, Misonga, Bamex, FCER et, Santenet. C'est une structure composée par la coalition informelle des programmes et organismes qui ont reçu des financements USAID. L'objectif général de sa mise en place est de faciliter la coordination et la synergie des interventions dans cette zone (Corridor Fandriana-Vondrozo) pour un développement rapide et durable.

L'Approche de l'alliance repose sur des principes dont : (a) L'appui à la mise en place du Plan de Gestion du Corridor ; (b) Le renforcement des structures et des institutions régionales afin de promouvoir un développement durable et respectueux de l'environnement ;(c) L'adhésion à un partage ouvert et rapide des informations fiables pour faciliter la prise des décisions par tous les partenaires ; (e) La promotion de la confiance et de l'esprit d'équipe et, (f) la recherche des résultats concrets dans toute intervention. Ces principes sont émises pour la conduite des activités dont la finalité est de réduire la pauvreté rurale et, de promouvoir une conservation et gestion durable des ressources naturelles du COFAV

Pour atteindre ses objectifs, l'USAID a ainsi mis en place plusieurs programmes dont :

- 1) Programme LDI /ERI / Title II pour la promotion et vulgarisation des alternatives aux Tavy, actions de développement et gestion communautaire des ressources naturelles.

Dans l'ensemble, la loi sur la Gestion Locale Sécurisée (GELOSE) et le décret sur la Gestion Contractualisée des Forêts (GCF) ont servi de base à l'USAID pour atteindre son objectif général. Cet objectif est (depuis la phase du Plan National d'Actions Environnementales II) de pallier à la défaillance de l'Administration à gérer les ressources naturelles (RN). Dans ce cadre, les communautés locales signent des conventions de gestion conjointe avec l'Etat (Administration forestière). Cette convention leur assure une meilleure sécurité d'exploitation et

d'utilisation durable des ressources naturelle auxquelles elles avaient accès auparavant. Ces conventions constituent une importante motivation pour améliorer la gestion des forêts et maintenir la couverture forestière. Les Promoteurs (comme LDI, ERI/ USAID , ou WWF avec son propre fond) chargé de la mise en œuvre assurent le processus de mise en place et le renforcement technique et organisationnel des Communautés de Base (COBA), avec l'administration forestière par le biais d'un protocole de collaboration. L'appui est assuré jusqu'à la phase la signature d'un contrat de 3 ans. Après l'obtention du contrat, les promoteurs peuvent encore appuyer appui encore les COBA sur la mise en œuvre de plan d'aménagement et, le respect du cahier de charge. Le Programme a choisi un retrait progressif d'encadrement à la base au moment où la prise de responsabilité de COBA est constatée (jugée à partir de l'abandon des pratiques non favorables à la gestion durable des RN). Depuis 2007, le Programme ERI a procédé à la mise en place des Fédérations des COBA et aux renforcements groupés des COBA gestionnaires de ressources pour les intégrer dans la gestion des Nouvelles Aires Protégées et pour remédier la défaillance d'encadrement après signature.

- 2) Programme Miaro (regroupant WWF et CI) pour la promotion de la mise en place de la NAP COFAV. Cette mise en place était planifiée et réalisée par les parties prenantes dont les membres de l'alliance, les Services décentralisés, les ONG, le secteur privé et, les communautés locales. Cette démarche est conforme au contexte et aux principes du Programme d'Actions Environnementales Phase 3. Le Programme Miaro a aussi appuyé l'ANGAP à la mise en œuvre des plans de gestion des aires protégées existantes.
- 3) Programme IRG/JARIALA focalisant ses interventions dans la réforme de l'Administration Forestière et du secteur forestier. En d'autres termes, il met en œuvre un programme de renforcement du contrôle forestier; de l'opérationnalisation d'un Système de Suivi Satellitaire des feux de brousse afin d'améliorer la gestion des feux et, de l'élargissement de l'économie des plantations forestières par la redynamisation et la professionnalisation du secteur privé.
- 4) BAMEX a visé le développement du secteur privé et la promotion des échanges commerciaux sur les marchés intérieurs et à l'exportation. Il concentre ses activités dans les secteurs des produits agricoles, de l'artisanat et de l'écotourisme production pour appuyer la mise en relation
- 5) Le Programme Santé Net a pour mission d'améliorer la santé des femmes, des enfants et des hommes en augmentant l'utilisation, l'accessibilité et la qualité des produits ainsi que des services prioritaires de santé dont les populations riveraines du Corridor ont bénéficié ces appuis avec l'approche Kaominina Mendrika

Tous ces Programmes ont été conduits autour du Corridor Fandriana Vondrozo et, ont été développés et conduits étroitement avec les différents Ministères tutelles, les Services déconcentrés Régionaux et locales, et les communautés à la base.

### **III.3 III.3.-Les autres parties prenantes**

A part le financement de l'USAID, d'autres Projets de conservation comme le WWF ( World Wildlife Fund for Nature) et, CI ( Conservation International) membre de l'alliance ( par le biais de Miaro) ont aussi apporté leur part dans la conservation du Corridor. Bien que les approches et les activités diffèrent d'un Projet ou Institution à un autre, la finalité concourt ensemble vers la Conservation du COFAV pour un développement économique des populations locales soient pour le développement du bien être humain.

Le WWF opère dans le paysage depuis 1994. Ces dernières décennies, il a étendu spatialement ses activités pour une meilleure conduite des approches de conservation au niveau de l'Ecorégion Ala Atsinanana. Actuellement, les grands axes de travail du WWF sont résumés comme : (a) La Restauration du paysage Forestier de Fandriana Marolambo sur une étendue minimum de 100 000 ha.(ii) La Conservation de la biodiversité dans le corridor Ranomafana –Andringitra (Ankarimbelo et Manambolo, paysage d'environ 150 000 ha) ; (iii) La Gestion du corridor Andringitra Ivohibe avec la population locale ( paysage d'environ 17 000 ha dans le District d'Ivohibe) (iv) La Foresterie communautaire et conservation écorégionale dans le corridor entre Ivohibe-Vondrozo et Vondrozo Midongy Befotaka (paysage d'environ 300 000 ha).

## **IV LES IMPACTS DES ACTIONS MENEES**

### **IV.1 Amélioration de la gestion des AP existant et Intégration de Corridor Fandriana Vondrozo dans la NAP**

Le gouvernement malgache a pris la décision<sup>3</sup> de tripler la taille du réseau des Aires Protégées. Cette vision contribue à la proposition de IUCN de sauvegarder au moins 10 % des habitats terrestres et/ou marin, pour une meilleure représentativité de la biodiversité. Cette vision permet aussi aux planificateurs d'identifier les priorités réelles de la conservation en vue d'étendre le réseau d'aires protégées.

Pour contribuer à la réalisation de la vision de Durban, l'USAID a appuyé le Ministère à la réalisation du processus de mise en place de la NAP COFAV, l'écorégion dans l'Ex Province de Fianarantsoa par le biais de Programme Miaro. Les appuis se présentent sous forme technique et financier du processus dirigé par les DREFT (Direction de l'Environnement, des Forêts et du Tourisme) concernés (Aoronimania, Haute Matsiatra, Vatovavy Fitovinany, Atsinanana et, Ihorombe) avec le Secrétariat technique. Ce Secrétariat Technique SAPM est composé par les DIREEF/ DREFTs, les Organismes d'appuis et ONG intervenants dans le

---

<sup>3</sup> Cette décision est largement connue sous les appellations Vision Durban ou Déclaration de Durban.

domaine de l'environnement autour du Corridor, les CMP et dirigé par la Direction Interrégional des Eaux et Forêts (DIREEF) . Il est chargé de la conception, la planification et la mise en place du Système des Aires Protégées à Madagascar.

La NAP COFAV d'une superficie 490,000 Ha a eu son Arrêté Interministériel n°16071/2006-MINENVEF/MEM du 15 septembre 2006 portant protection temporaire de l'aire protégée en création dénommée " Corridor Fandriana- Vondrozo "; signé le Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts avec le Ministère de l'Energie et Mines<sup>4</sup>. L'objectif du Programme est d'appuyer les DREFT concernés pour la mise en œuvre de processus de création jusqu'à l'obtention de l'arrêté de protection définitive de la NAP Fandriana Vondrozo.

Le processus de la mise en place du NAP COFAV continue encore sous forme de consultations communales avec la participation active des acteurs concernés : Communautés de base riveraines du Corridor, les Services techniques déconcentrés, et décentralisés, les Programmes et projets intervenants autour du Corridor pendant le processus.

Pour assurer la viabilité écologique des AP, le Programme MIARO a appuyé l'ANGAP pour l'amélioration de la gestion des AP existants. Ces appuis sont présentés par la fourniture des outils (méthodologie de planification de conservation, outils d'évaluation d'efficacité de gestion, surveillance, etc...) pour le réseau global et, par la fourniture des appuis technique et institutionnel aux sièges sociaux et aux bureaux régionaux de l'ANGAP.

## **IV.2 Promotion de la gestion communautaire des ressources naturelles renouvelable**

Depuis 2001, 73 Communautés de Base (COBA) ont signé des contrats de transfert de gestion dans le COFAV. Ces COBA sont soutenues par les différents Programmes et Projets d'appui partenaires de l'Administration forestière : WWF, LDI/ERI, SAHA, CCD Namana, SAGE. L'objectif de ces transferts est de responsabiliser les COBA vivant aux alentours des forêts à assurer la gestion des forêts et à freiner les pressions sur les ressources. Ces transferts pour une meilleure considération des modes de vie des paysans étaient accompagnés par la promotion des alternatives aux Tavy pour la plupart des partenaires.

Plus tard, les COBA motivées et encadrées par les partenaires comme WWF et/ou LDI/ERI ont pu bénéficier des appuis techniques ou organisationnels directs sur financement de l'USAID ou sur financement NODE de Conservation International. Les travaux des partenaires ont tous été mis en place avec les autorités administratives Régionales (Chef de Région, Maires des Communes, Chef des Fokontany et les Services Déconcentrés concernés et, autorités traditionnelles (sage, notables des villages)

---

<sup>4</sup> Au moment de la signature, ces deux Ministères (Ministère de l'Environnement et, des Eaux et Forêts ; et le Ministère de l'Energie et des Mines) étaient les concernés par l'arrêté de protection temporaire.

Le tableau suivant montre les participations des partenaires dans la mise en place de transfert de gestion autour du COFAV

**Table 1 : Evolution du nombre des transferts mis en place par les partenaires**

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	TOTAL
<b>Nombre de TG mis en place</b>	7	18	26	15	4	2	1	73
<b>TG soutenue par USAID</b>	1	4	2	1	0	0	1	9
<b>TG soutenue par WWF</b>	4	9	12	9	0	0	0	34
<b>Autres Partenaires</b>	2	5	12	5	4	2	0	30

A partir de 2005 le nombre des transferts a nettement régressé. Ceci est dû au fait de la suspension temporaire de la mise en place des GCF par l'administration forestière. Les partenaires ont pourtant continué à faire des sensibilisations et rien que pour WWF, en 2007, 17 autres transferts sont en attente de régularisations pour les années à venir dans le District de Vondrozo et dans le District d'Ivohibe. Avec la possibilité des COBA de gérer les NAP (catégorie V de l'IUCN), ces nombres de transferts vont encore augmenter.

Pour le Programme ERI, suivant la demande et sollicitation des COBA autour du Corridor, les actions sont concentrées sur le renforcement des transferts existants surtout ceux qui ne reçoivent pas des appuis après signatures. A partir de 2000, quatre Fédérations de COBA ont été mises en place dans le Corridor central entre Ranomafana et Andringitra. L'objectif de mettre les COBA en Fédération est d'unir leurs efforts pour éviter leur marginalisation dans la gestion des ressources et la gouvernance de la NAP. Jusqu'à maintenant, 60 COBA gestionnaires des forêts ont pu bénéficier des appuis à partir des Fédérations. Ces appuis concernent : Le renforcement de capacité de gestion des communautés; la promotion des initiatives procurant des avantages économiques aux communautés forestières communautaires, l'utilisation durable des ressources forestières non ligneuses.

### **IV.3 Diminution des pressions**

Le premier constat fait par les différents partenaires est la diminution nette des pressions dans les forêts dont les gestions ont été transférées au COBA. Les rapports sur les délits forestiers enregistrés auprès des Cantonnements des Eaux et Forêts ont diminué. En bref, même si pour le moment, aucune donnée ne permet de l'appuyer, les ressources forestières gérées par la COBA sont en « bonne santé » ( pas de pratique de Tavy, pas de feux, pas d'exploitation illicite de bois et des animaux). Ces constats sont valables dans les zones d'intervention des partenaires comme ERI cas de Tolongoina, l'Alamarina, WWF cas de Vondrozo, Ivohibe, Manambolo etc.

La plus grande pression Tavy (culture sur brûlis) a pu être stoppée pendant les trois années de gestion et les autres pressions comme la collecte de produits forestiers non ligneux sont

minimes (Vokatry ny Ala, 2006). Dans les sites abandonnés après signature de contrat, les défrichements et les prélèvements illicites et irrationnels des ressources ne sont pas maîtrisées, la fragmentation se développe dans ces zones.

#### **IV.4 Promotion de la restauration des forêts dégradées**

Pour mieux accompagner la sauvegarde de la biodiversité, les parties prenantes travaillant dans le corridor ont développé des programmes de restauration.

- Le programme ERI a favorisé l'émergence de paysan vulgarisateur (pépiniériste) au sein du mouvement Koloharena dans l'objectif de promouvoir le reboisement villageois. Ce dispositif est un atout majeur pour booster les actions reforestation. En vue d'accroître l'offre de jeunes plants à planter autour du Corridor, 78 paysans producteurs ont pu être identifiés. Ils ont bénéficié de l'appui du Projet JARIALA en matière de renforcement de capacité des paysans producteurs (pépiniéristes) sur la technique de restauration forestière et de professionnalisation de la production des plants.
- Le WWF opère pour un Projet de restauration des paysages forestiers à Fandriana Marolambo dans un mosaïque d'occupation des sols (forêts naturelles, forêts dégradées, forêts secondaires, savanes). Le Projet a démarré en 2003 par des études des paysages prioritaires pour la restauration au sein de l'Ecoregion Ala Atsinanana. Ces études ont été lancées par WWF sous la direction de la Direction Générale des Eaux et Forêts à l'époque avec la participation des partenaires intéressés<sup>5</sup> par la restauration.) Le paysage de Fandriana Marolambo a été classée comme paysage prioritaire parmi 12 paysages identifiés) à l'issue de ces études. Les critères de sélection des paysages reposent sur des justifications techniques et scientifiques. Depuis 2004, le WWF opère activement à Fandriana Marolambo et a pu entre autres mettre en place :
  - La production des plants autochtones au niveau de 40 pépinières associatives avec comme objectif de produire de 5 000 à 7 000 plants par pépinière;
  - La plantation de 37 500 plants autochtones et 112 500 plants d'espèces à croissance rapide;
  - Plus de 9 000 plants greffés de fruitiers (agrumes, kaki, litchi et pêche) auprès de différents ménages qui travaillent dans le cadre de 35 associations dans le paysage;
  - Des unités de jardins tropicaux avec plantations de litchi et agrumes avec les paysans appuyés par des formations techniques et pratiques.

---

<sup>5</sup> Ces partenaires viennent du FOFIFA (Foibe Fikarohana momba ny Fanatsarana ny Tontolo eny Ambanivohitra) , du Département des Eaux et Forêts au sein de l'ESSA ( Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques) et du MBG ( Missouri Botanical Garden).

- Le Centre ValBio (Valorisation de la Biodiversité) a initié un programme recherche sur la restauration forestière autour du Parc National Ranomafana. Ce Programme a pour objectif de contribuer à la restauration des forêts en vulgarisant 23 espèces autochtones et neuf (09) espèces fruitières à travers les activités suivantes :
  - Implantation de Kianja Maitso, principal centre d'apprentissage et de propagation d'espèces autochtones de Centre Valbio
  - Développement des infrastructures d'apprentissage et des sites écoles : 15 écoles et 22 villages choisis dans cinq (05) Communes périphériques au Parc pour servir de modèles ;
  - Mise en place de groupes relais opérationnels parmi les populations cibles : 15 clubs de conservation ;
  - Mise en œuvre activités d'appui et d'accompagnement au programme de restauration forestière

#### **IV.5 Promotion de suivi écologique participative**

Cinq Communautés réparties sur 5 communes du District de Vondrozo entre en compétition pour la conservation et la gestion durable de leur terroir. Ceux sont des communautés encours de formalisation de leur TG. WWF assure l'encadrement des communautés en matière de socio-organisation et processus de TG et le Centre Valbio assure la conduite et l'encadrement sur l'aspect scientifique : inventaire sur transect

Méthodologie, trois transects de suivi sont installées au niveau de chaque terroir. Les 5 communautés seront évaluées suivant trois grands groupes d'indicateurs : (a) Evolution de niveau de pression sur les ressources naturelles, (b) Evaluation de la stabilité de richesse en biodiversité de chaque terroir, (c) Le dynamisme des COBA. Après un cycle d'évaluation d'un an, des primes seront offertes aux communautés méritantes après l'évaluation

Les primes sont proportionnelles aux rangs : 40%, 30%, 20%, 10%, 0% du montant total selon le rang. Le dernier gagnera autant que les autres des bénéfiques par les contrats de conservation (dans le cadre du CSP : Conservation Stewardship Program).

On peut conclure que dans le résultat préliminaires, les membres de COBA effectuent 2 missions de contrôle par mois avec une fiche d'observation. Une nette diminution des pressions sur la forêt était constaté, les communautés abandonnent leurs champs de culture dans la forêt. Les communautés entre elles-mêmes appliquent les règles pour expulser des gens qui s'installent dans leur forêt. Mais les COBA ont du mal à appliquer les règles pour les gens en dehors de leurs associations. La première évaluation aura lieu en septembre 2008

#### IV.6 Promotion des alternatives au tavy

Tous les intervenants dans le corridor, pour une meilleure réussite de leurs activités de conservation ont fait des promotions d'activités alternatives aux tavy. Ces intervenants sont tous convaincus qu'il n'y aura pas de conservation possible sans développement économique des régions.

Pour ERI/LDI en parallèle avec les appuis aux conservations, les activités alternatives étaient engagées à partir des associations Koloharena dans les Communes d'intervention. Les activités alternatives comprennent : (a) l'intensification agricole ; (b) la promotion des activités génératrices de revenu ; (c) l'accès à la micro finance ; (d) l'accès aux services agricoles ; (e) le développement des infrastructures productives.

Autour du Corridor central (entre Ranomafana et Andringitra) 679 Associations (par rapport aux objectifs 835 prévus en 2008) Koloharena avec 7497 membres ont pu bénéficier des appuis aux activités alternatives aux tavy et ont appliqué les techniques agricoles améliorées.

Les autres intervenant de leur part ont aussi développé à quelques nuances près les mêmes activités alternatives aux tavy. Les spécificités des actions des intervenants sont liées aux particularités de leurs zones d'intervention. La finalité des intervenant dans ce sens reste la même, la réduction des pressions sur les ressources.

#### IV.7 Meilleure gestion des feux

Parmi les pressions et menaces identifiées dans le corridor, les feux se trouvaient aussi au premier rang. Ils sont un mal nécessaire, mais les intervenants sont unanimes sur la nécessité de sa gestion et contrôle. Parmi les avancées au cours des années d'efforts sont cités :

**Le renforcement de la lutte contre les feux à la base :** Les Programmes d'appuis aux transferts de gestion de l'USAID ont développé un système de suivi des feux à la base. Il s'agit de travailler avec les communautés locales, et l'Administration forestière. Les actions engagées ont permis de développer les plans de gestion du feu, et les conventions (dina) avec les populations locales. Ces actions ont été renforcées par l'éducation et la sensibilisation environnementale entre autres sur l'impact des feux, et les contrôles des feux. L'USAID a aussi apporté son appui à l'Administration Forestière pour conduire des campagnes régulières sur la gestion et le contrôle des feux.

**Le renforcement des campagnes de communication sur la gestion des feux :** Afin de renforcer la responsabilisation et la mobilisation de la population pour prévenir et pour lutter contre les feux, des kits de sensibilisation (Affiches, Dépliants, Boite à outils) ont été conçus et distribués par le MEFT (Ministère de l'Environnement, des forêts et du Tourisme) avec l'appui du projet IRG/Jariala. Les acteurs clés de la gestion des feux ont été formés sur l'utilisation de

ces outils. L'effectivité de l'utilisation de ces outils avait fait l'objet d'un suivi afin d'améliorer le contenu et d'en assurer la large diffusion.

**L'initiation du système de suivi satellitaire des feux au niveau des Régions:** Depuis 2006, Jariala appuie la Direction Générale de l'Environnement, des Forêts, et du Tourisme dans l'opérationnalisation du Système de Suivi Satellitaire des feux de brousse. Ce système a été initié par la Conservation internationale pour améliorer la gestion des feux, à travers le captage journalier par satellite des points de feux. Il s'agit d'informer et d'initier les acteurs régionaux sur l'existence, l'utilisation et l'exploitation du système. Actuellement le mécanisme de réception, de traitement des données satellitaires est initié, avec la responsabilisation des acteurs concernés par la lutte contre les feux (les Districts, les Communes, les KASTI, les médias...), et principalement les DREFT. Ces données satellitaires peuvent être téléchargées directement sur le site web : <http://firealerts.conservation.org/> pour les institutions qui disposent un outil pour le traitement des données

#### IV.8 Réduction de l'expansion exploitation minière à l'intérieur du Corridor

La carte auparavant montre l'importance de ces carrés miniers et les intérêts des exploitants pour cette zone. Des efforts ont été entrepris pour stopper les invasions des exploitants miniers dans les zones de travail des intervenants en matière de conservation. Les photos suivantes montre l'ampleur des dégâts des exploitations minières :



**Photos 1 : Incursion des exploitants dans une zone forestière**

**Expulsion des petits exploitants à Ihazomena :** Au mois de mai 2004, la province de Fianarantsoa a procédé à l'expulsion des exploitants miniers. Les résistants ont décidé de quitter définitivement le site au mois d'avril 2005.

**Négociations des carrées minières :** Cette démarche a été entreprise dans le cadre de la mise en place du plate forme de concertation, le Comité Interministériel Mines Forêts (CIMF) à différents niveau (au niveau central, provincial pour le cas de Fianarantsoa, régional). L'USAID

a largement contribué à cette démarche afin de piloter et de superviser l'harmonisation des textes et la gestion des cas litigieux entre les deux secteurs (foret et mines). Cette démarche vise entre autres à la mise en compatibilité de l'exploitation minière et de la gestion durable des forêts, et à la synergie de la vision et de la coordination pour améliorer les actions spécifiques de gouvernance dans les deux secteurs.

La mise en place du CIMF est un des moyens utilisés pour la résolution des problèmes miniers au sein du corridor. Le CIMF est toutefois limité dans ses actions car au niveau technique, il y a eu sorti de la stratégie pour la conservation du corridor (2004 ???) ; mais rien n'est engagé dans la mise en œuvre de cette stratégie. En effet, les moyens pour sa réalisation ne sont pas définis dès le départ donc très limités.

C'est pourquoi depuis sa création formelle, dans l'optique de la mise en œuvre de la Vision Durban, le CIMF (i) s'est arrêté à l'élaboration de l'arrêté interministériel n° 19560 du 18 Octobre 2004 portant la suspension d'octroi de permis miniers et permis forestiers dans les zones dites sites de conservation – zones potentielles des aires protégées et (ii) au traitement des différents cas et appuis à la recherche des solutions sur la présence des carrés miniers dans les aires protégées potentielles. On a pu négocier avec des centaines d'opérateurs qui ont exigé beaucoup de conditions donc les majeures parties ne sont pas honorées faute de moyens alors que c'est parmi les étapes à franchir afin d'arriver à la conservation du corridor.

## **V DISCUSSION**

### **V.1 Transfert de gestion : la controverse**

#### **V.1.1 Expiration du contrat de transfert de gestion pour la plupart des COBA.**

Les contrats de transfert de gestion aux communautés locales de base ont tous été signés vers 2002, les plus récents datent de 2007. Autours du Corridor Fandriana Vondrozo, la majorité des transferts de gestion signés ont pour objectifs de conservation, et valorisation de droits d'usage.

Quoi qu'il en soit, les contrats prévus pour une durée de trois ans renouvelables moyennant évaluation de l'administration forestière, sont tous actuellement à terme. Dans ce contexte, la notoriété et le pouvoir des VOI restent flous, d'autant plus que les communications et les mobilisations en vue de la mise en place de la NAP, les promesses électorales de tout genre ont éveillé des préoccupations et des intérêts suspicieux de nature à intensifier les pressions sur le corridor forestier. Par ailleurs, la compréhension et l'interprétation même du terme « transfert de gestion » ont fait l'objet de sujet de controverse pour les communautés de base:

à titre d'illustration, certains cahiers de charge stipulent que la VOI est habilitée à accorder des terrains de cultures dans le site transféré. De même, il est mentionné dans certains cahiers de charge que les occupants de terrain dans la forêt ont droit à 80 ares au maximum pour l'aménagement de local d'habitation et de terrain d'élevage.

### **V.1.2 Conflit et conquête anarchique engendrés par les confusions sur les limites de transfert de gestion**

Les limites administratives et les limites traditionnelles du territoire et de la forêt. La délimitation de l'espace forestier n'a pas toujours été claire entre deux communes, entre deux VOI voire entre deux clans (fanahia) contiguës d'une même commune. Pour le cas des transferts de gestion de la Haute Matsiatra, les limites de la zone transférée ont été calées avec la limite administrative de la commune. Or les réalités ont révélé que le territoire traditionnel utilisé par les communautés locales ne se limite pas toujours à la circonscription administrative de la commune. Ce qui entraîne de nombreuses situations conflictuelles, accentuées par la conquête effrénée de terres agricoles, aussi bien pour les communautés betsileo que les communautés Tanala. Les forêts qui ne sont pas classées dans les sites de transfert sont les proies de conquête de tout genre.

La pratique de tavy continue toujours au niveau des zones de transfert de gestion où l'encadrement après le transfert est absent. Le cas du VOI à Iomaka (CR Ambohimahasina) dans le Corridor central illustre bien cette situation.

### **V.1.3 Insuffisance de suivi et du contrôle des ressources transférées**

L'absence de contrôle a favorisé la non application des cahiers de charge. Faute de moyen, le CEEF qui n'a pas pu faire des suivis et contrôles de l'application de ces mesures depuis l'octroi de l'autorisation. Jusqu'à 2008, les contrôles effectués dans le Corridor par l'administration forestière sont organisés suivant les demandes des COBA, les interventions ou appuis institutionnelles au niveau de l'AF et Etat (contrôles, réforme, CAC) dans le cas des évaluations de TG sont un peu tardive. Dans le cas où il y aurait des réponses la difficulté se pose sur la suite et traitement des délits après constatation des responsables locaux, les COBA ne sont pas informés de la situation des traitements des affaires. Faute de communication, les fautifs ne sont pas officiellement empêchés, la notoriété de COBA affaiblis et les pressions se progressent le long du Corridor et non maîtriser par les COBA.

Outre, tous les programmes n'interviennent pas dans les communes touchées par le Corridor. La coordination des interventions avec les autres bailleurs et les autres acteurs ne sont pas suffisants.

#### **V.1.4 L'exploitation du dispositif de suivi satellitaire des feux n'est pas encore effective au niveau de la Région**

Par rapport aux objectifs fixés qui est la réduction des menaces sur les ressources forestières à travers l'opérationnalisation du Système de Suivi Satellitaire des Feux. L'utilisation du système ne constitue pas un dispositif réel d'alerte. Elle s'est limitée à renforcer les campagnes de sensibilisation sur la gestion des feux, à l'évaluation et la planification des actions de gestion des feux pour différentes raisons : Absence d'institution pérenne qui va assurer la réception et le traitement des données satellitaires: les DREEFT ne disposent pas de connexion en permanence, l'intervention des organismes d'appui est limitée dans le temps. Le débit de connexion est limité dans quelques Régions.

#### **V.1.5 Les actions de sensibilisation sur la gestion des feux méritent d'être soutenues**

L'évaluation et appréciation du niveau d'exploitation, d'internalisation et d'efficacité des supports de communication ont montré que : l'utilisation des supports de communication avec implication effective des acteurs communaux (La Commune, le chef fokontany, le KASTI) est efficace mais demande encore beaucoup d'efforts pour la mobilisation des autres Communes non touchées par les actions de sensibilisation. Une amélioration et adaptation des outils s'avèrent utile pour les réunions de masse. Et enfin une étroite communication et collaboration avec les responsables communaux sont à renforcer pour assurer l'internalisation des actions de gestion des feux.

#### **V.1.6 Des facteurs socio-économiques à l'origine du phénomène de fragmentation**

La fragmentation de l'écosystème forestier du Corridor continue toujours. En général, elle est perçue comme étant la subdivision d'un paysage antérieurement continu qui se manifeste en petite unité ou fragments éparpillés. La fragmentation se développe progressivement à la lisière et à l'intérieur du Corridor. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette dégradation. La dégradation du Corridor est due à des activités anthropiques qui menacent la durabilité des écosystèmes ou habitat. Les causes et les effets se traduisent par un appauvrissement progressif qui est souvent lié aux systèmes de production et la pression démographique.

#### **V.1.7 Accroissement démographique et pauvreté**

On enregistre une forte concentration de la population au niveau des Communes riveraines du Corridor et qui menace d'avantage cette ressource. D'autres problèmes apparaissent avec l'insécurité alimentaire : la détérioration de l'hygiène et de la santé, la difficulté accentuée à l'amélioration de la production (Synthèse de l'analyse diagnostic du Corridor RA, Cellule Technique d' Appui FNR. Mai 1999). Le corridor forestier était perçu par les communautés

locales comme une source inépuisable de terres fertiles ouverte à l'immigration des communautés rurales en manque de terre.

Commune	1993	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Taux croissance
Tolongoina	15927	17084	17681	18300	24780	20555		30575	1.3
Ambinanitromby		12362	12362	13243	13519	13678	13674	13676	0.57
Ambatofotsy	18648	24943	25861	26720	22555	24415	23873	24560	2.3
Ambolomadinika		17582	18197	18834	23615	23965	24350	24779	1.4
Ikongo	22779	25709	26609	27540	28703	28575	29959	30587	1.04
Maromandra		10981	10981	11763	14283	14633	15015	15313	1.36
Ialamarina	13860				24597	24960	25176	26456	2.54
Andranomiditra	13200	16500				17500		18266	2.45
Androy	8447			9053	10684	10825	11050	12001	3.4
Sendrisoa	9689	11534			11900	13058		13407	1.2
Miarinarivo	5659			9952		10051	10350	10550	2.5
Vinanitelo	8380					10379		10114	3
Ambohimahasina	11816			19890	20579	20938	21243	22,540	2.24

Sources : Enquêtes Haonasoa 2008

#### V.1.8 Conquête des bas fonds dans la partie Ouest du Corridor :

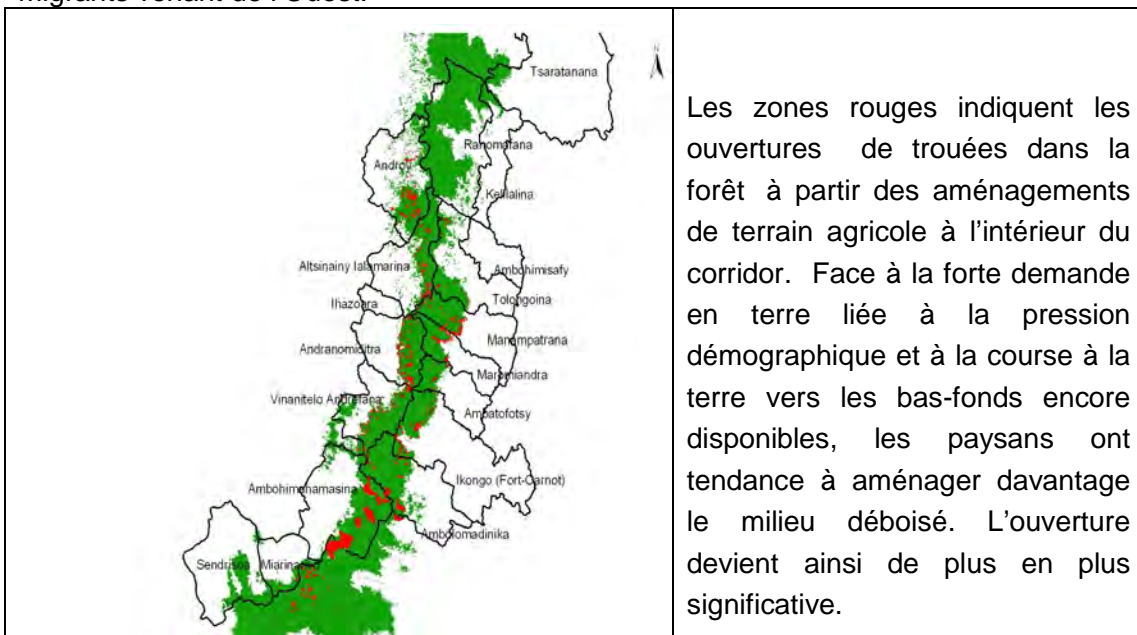
L'occupation des zones humides a commencé vers les années 1990, avec le début de la saturation des bas-fonds à l'extérieur de la forêt et l'octroi d'autorisation de périmètre de culture par l'administration forestière. L'autorisation de périmètre de culture est suspendue par l'administration en 2000, mais faute de contrôle et surveillance des zones autorisées, la population profite la situation pour étendre progressivement l'occupation. L'exploitation illicite de bas fond continue et se développe rapidement depuis 3ans. Pour les populations, la priorité est de fournir de terrain agricole à la génération future.

Le recensement au niveau des 5 Communes (Miarinarivo, Ambohimahasina, Andranomiditra, Ialamarina, Androy) pendant les consultations locales de la NAP a permis d'identifier 2876 ménages qui occupent des terres dans la forêt dans la bande ouest du Corridor (coté Betsileo). L'accroissement de l'installation des populations dans la forêt s'est intensifié en 2005. La conquête des bas fonds dépasse largement de la limite du territoire de la commune (cas de Miarinarivo).

L'exploitation des bas fonds pourrait entraîner un risque d'assèchement des habitats marécageux : la superficie est fortement réduite à cause de drainage et de l'expansion des besoins humains en terrain rizicole. Les habitats marécageux des faunes spécifiques écrevisses et amphibiens sont menacés.

#### V.1.9 Une nette avancée des Tavy dans la bande Est du Corridor

Les défrichements se sont développés entre 1990 et 2000. Il ne reste que les lambeaux forestiers dans la ligne de crête autour des villages. Depuis 2003, les Tanala sont arrivés aux limites des zones forestières, donc il n'était plus possible d'aller plus loin avec la grande falaise. Aux abords de la lisière du corridor le relief est assez accidenté. On y observe une succession de collines aux pentes assez fortes, séparées par des bas fonds inondables, le plus souvent transformés en rizières. Dans les 4 communes consultées (Ambinanitromby, Maromiandra, Tolongoïna, Ikongo) dans la District d' Ikongo, 458 ménages exploitants des périmètres de cultures à l'intérieur et à la lisière de la forêt sont identifiés. Ce sont principalement des migrants venant de l'Ouest.



#### V.1.10 Les produits secondaires de la forêt deviennent de plus en plus rares

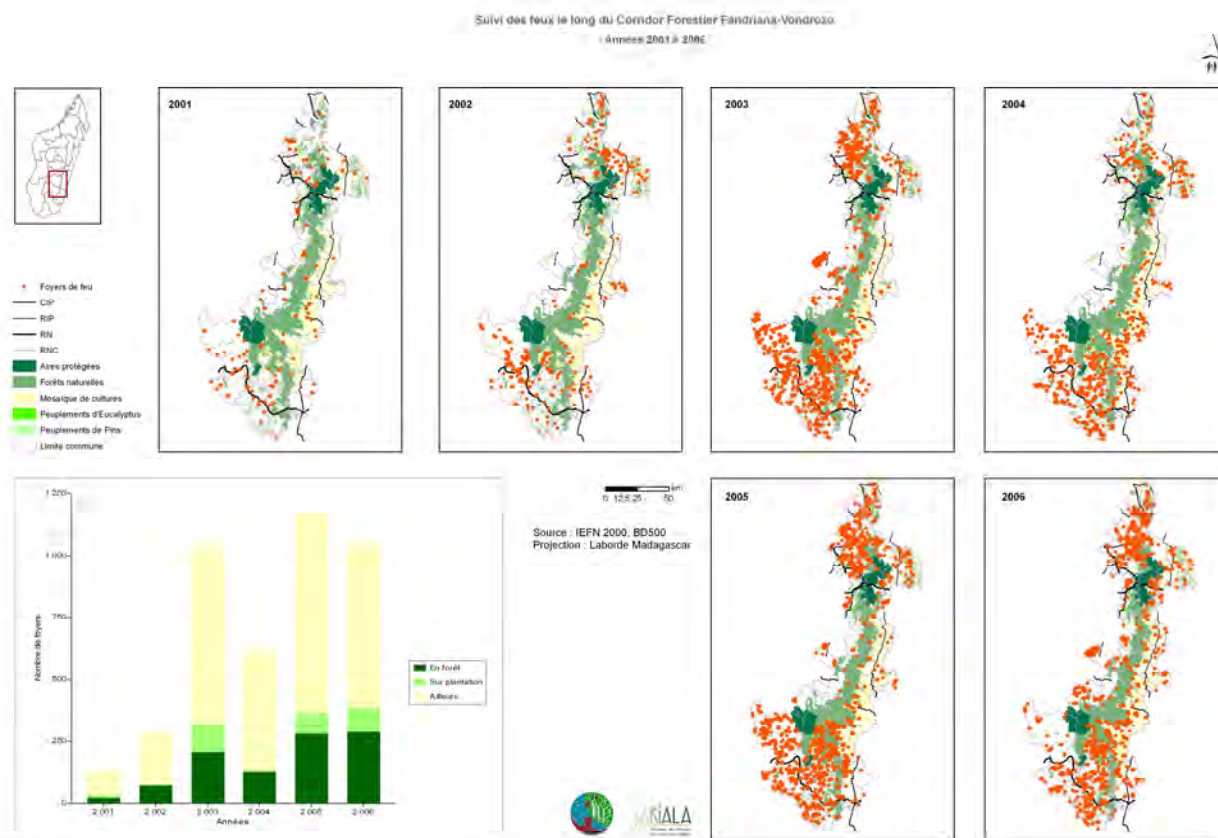
Le Corridor est marqué par sa richesse en ressources telles que les bois de construction et de chauffage; les bambous (33 espèces dont 32 endémiques), les plantes médicinales, les aliments issus de la cueillette ainsi que de pâturage pour les zébus. Pourtant les besoins et le rythme d'exploitation des produits secondaires (comme les matières premières de vannerie) dépassent largement son cycle de reproduction. La régénération ne suit pas les besoins de la population (cas de Kinangala, fontsy..). Le mode d'exploitation ne respecte pas la période autorisée : coupe des bambous en période de repousse, Collecte d'écrevisse en période de ponte. La forte pression de tavy sur la forêt de ravalala limite leur repousse.



**Evolution des nombres des foyers des feux dans la Région de Haute Matsiatra**

Année	Nombre de foyers			
	Forêt naturelle	Forêt de plantation	Autres	Total
2001	5	11	45	61
2002	10	2	16	28
2003	51	110	156	317
2004	9	9	31	49
2005	32	81	154	267
2006	32	95	143	270

**Carte évolution des feux 2001- 2006 autour du Corridor COFAV**



## VI RISQUE ET ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES MINIERES

### VI.1 Retour des petites exploitations minières dans et autour du corridor :

L'exploitation minière artisanale et informelle est par-dessus toute une source de revenu complémentaire pour les paysans riverains du Corridor. Pour le cas d'Ihazomena dans la Commune Miarinarivo, la restriction de l'exploitation de corindon a obligé la population autochtone à se rabattre vers la valorisation des bas-fonds. Mais, si aucune mesure durable ne sera prise dans le prochain avenir : concernant la gouvernance des ressources minières, l'alternative de revenu pour la population locale. La reprise du phénomène de ruée vers le corindon risque de se reproduire. Ce risque est d'autant plus grand avec la restriction d'accès au bas fonds dans le cadre de la mise en place de la NAP. Le suivi de l'exploitation d'Ihazomena en septembre 2005 a démontré les dégâts environnementaux au niveau des anciennes carrières minières.



Déficit hydrique, Réduction du débit,  
Pollution



Fragilité, perturbation des écosystèmes  
aquatiques  
Fragilité, perturbation des écosystèmes  
aquatiques

### VI.2 Non aboutissement de la négociation avec les grands propriétaires de carrée minier

Au total, le Ministère de l'énergie et mines a octroyé 58 permis miniers pour 4265 carrés touchant le COFAV dont la majorité sont de permis réservé au petit exploitant (PRE) ou de recherche. Des négociations avec les opérateurs miniers qui disposent de permis miniers au niveau du COFAV ont eu lieu à Antananarivo et Fianarantsoa entre le mois de Juillet et Août 2007. La négociation a abouti aux résultats suivants : 28 sur 34 titulaires convoqués se sont présentés ou se font représenter.

Parmi les 4265 carrés miniers localisés au sein du corridor, 85% des carrées sont en attente de décision dont 9 permis de MIKIRY qui se trouve dans le NAP. La société MIKIRY va céder

toutes ses carrées se trouvant à l'intérieur de la NAP, mais va retenir les carrées à la périphérie. 6% sont délaissés par le détenteur de permis. Environ 1% des carrés ne sont pas cédés par leur détenteur. Les propriétaires de permis pour 2% des carrés miniers ont demandé de dédommagement.

## VII INQUIETUDES

L'expiration du décret de mise en protection temporaire du COFAV approche or le processus de mise en place de la nouvelle aire protégée est encore de long haleine. La question sur le comment maîtriser l'exploitation minière pour que ces exploitations se fassent en majeure partie en dehors de la nouvelle aire protégée. Les pressions minières licites et illicites risquent d'entraver la stratégie de préservation du Corridor forestier si l'Etat malgache ne clarifie pas sa politique sur la priorisation entre aire protégée et valorisation des gisements miniers à l'intérieur du Corridor. Il se peut que le gouvernement change de position si les résultats de recherche révèlent l'existence de ressource minière stratégique. Un engagement de l'Etat à long terme est plus judicieux.

Le suivi écologique est un outil de gestion indispensable des aires protégées. Or jusqu'à présent, la mise en œuvre du suivi écologique du corridor forestier reste au stade d'expérimentation et se limite sur les anciennes aires protégées et à Vondrozo. Le problème de financement et de structure de mise en œuvre se pose. L'administration forestière doit définir une stratégie de suivi écologique claire qu'il faut adopter dès la mise en place des AP. Les acquis en matière de suivi écologique participatif méritent d'être étendus dans tout l'étendu du Corridor.

La participation effective des autorités et décideurs régionaux et locaux à la gestion de la NAP n'est pas encore acquise. La plupart des gens ne sont pas convaincus de la situation alarmante au niveau du Corridor. En plus, l'engagement de ces gestionnaires n'est pas encore fixé et bien clarifié. Par exemple, aucune prise de position claire de la Région et le MEEFT sur le sort de l'occupation du Corridor forestier. Des souhaits émanent de la consultation locale sur le rôle de la Région en matière de contrôle et suivi, de mobilisation de la population, de résolution de conflit et de coordination des actions de développement. La Région n'a pas encore engagé le dialogue sur la stratégie de conservation et de développement au alentour du Corridor, surtout du côté Betsileo. La décision sur la gestion de la future NAP reste toujours du ressort du pouvoir central.

L'objectif de la mise en place du NAP est de concilier la préservation de la biodiversité tout en favorisant le développement des populations riveraines. La continuation et l'extension des efforts entrepris en matière de développement autour du COFAV méritent d'être soutenus si on veut garantir l'intégrité du corridor. L'expérience montre que là où on n'a pas priorisé l'intervention, la coupure du corridor forestier est préoccupante. En outre, le financement de la

mise en œuvre du plan de gestion environnementale et de sauvegarde social n'est pas encore défini. Le programme environnementale III arrive à son terme, or on n'est pas encore fixé sur le maintien ou non du financement.

## **VIII CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

Les analyses des scientifiques de la situation écologique du Corridor a justifié l'importance de la conservation du corridor pour assurer son principal rôle vis à vis de la conservation de la biodiversité et sa fonction régulateur. Les connaissances scientifiques dans les autres parties du corridor ne sont pas suffisantes. L'approfondissement des recherches scientifiques devrait tenir compte la richesse particulière du corridor suivant sa spécificité : la connectivité du nord au sud tout le long du corridor, et la connectivité latitudinale.

Les mesures alternatives aux Tavy développés par l'USAID et les autres programmes d'appui autour du corridor ne touchent pas tous les communes concernées , les activités a freiné partiellement les pressions et devraient être continué et à développer dans tous les communes touchés par le Corridor Faondriana Vondrozo. Malgré les interventions de l'USAID depuis 10 ans, il y a toujours des pressions qui persistent et qui nécessite l'enchaînement ou prolongation des interventions.

Pendant la phase de consultation communale, les communes concernées par le Corridor entre Ranomafana et Andringitra ont prévoie un noyau dur pour assurer la connectivité du corridor mais leur grande intention se concentre dans la zone d'utilisation durable destinée au développement de transfert de gestion des ressources et les zones d'occupations contrôlés éparpillés dans la zone d'utilisation durables. Une importante adhésion de la population pour maintenir le corridor est constatée, les Communes concernés sont prêts à participer à la mise en oeuvre des plans d'action.

La prolifération des occupations illicites dans le Corridor est du à cause de l'insuffisance et négligence de Contrôle et suivi des ressources par les autorités locales, et les services déconcentrés et décentralisés. Il n'y a pas de système de suivi et contrôle effectif, les COBA œuvrent indépendamment, alors que le pouvoir de cette structure était limité aux surveillances.

## **VIII.1 RECOMMANDATIONS**

### **VIII.1.1 Clarifier les fonctions écologiques des bas fond (wetlands) dans l'écosystème forestier**

Les informations biologiques sur le corridor ne sont pas complètes et que son évolution n'a pas fait objet de suivi strict sauf au niveau des parcs nationaux, Il faudrait approfondir les recherches et les connaissances scientifiques sur les différentes cibles de Conservation et leur évolution pour compléter les données de base de la NAP. Faire les recherches appliquées pour clarifier le rôle des bas fond dans l'écosystème forestier du corridor et les conséquences de la transformation en rizière. Mieux élucider les scénarios de liens entre les conversions des bas fonds envers les rizières et l'expansion conséquente des Tavy et des hameaux dans le Corridor. Il faut chercher d'autre financement pour restaurer les zones menacées exploitées.

### **VIII.1.2 Suivre le Processus d'occupation du Corridor Forestier**

Les DREEFTs concernés devront procéder aux contrôles des zones d'occupation, Tavy et Bas fond, exploitation minière, à l'intérieur du Corridor, surtout dans les limitrophes entre deux régions. Le groupe de contrôle devrait analyser les dates d'installation des occupants (agricoles et minières) et identifier ensemble avec les autorités et décideurs locales, régionales les mesures à prendre. Les suivies et impactes des hameaux sur les ressources naturelles devraient être analysé. Les résultats de traitement des illicites devraient être communiqués à la base.

### **Développer le politique de suivi et contrôle de la Nouvelle Aire Protégés**

Une politique concertée interrégionale, interministériel (MEEFT, MAEP, MEM) sur les perspectives vis-à-vis des occupations agricoles dans le corridor, pour ceux qui s'installent actuellement et ceux qui sont installé depuis des années, devrait être claire. Que faut il faire pour freiner le processus de migration actuelle et comment ?

## **VIII.2 ORIENTATION SPECIFIQUES POUR L'USAID**

Réorienter les interventions de l'Alliance Ecoregionale

Depuis 10 ans, l'alliance avait investie leurs préoccupation de développement rurale et gestion de ressources naturelles sur une partie du Corridor (en particulier la Coté Tanala). Il est temps de focaliser les interventions dans les zones à risques en se basant sur la dynamique socio économiques et écologiques du Corridor.

La plupart des appuis sont concentrés à la base ou destinés aux bénéficiaires directs, il est nécessaire de prévoir des moyens pour soutenir et renforcer l'Etat notamment les Communes et l'administration Forestières à la mise en œuvre des contrôles et surveillances. Compte tenu de changement perpétuel des agents de l'état et des élus, le mémoire institutionnelle des acquis est ignorée il n'y a pas de transfert de compétence et d'information intégrale lors de passation de service

### **VIII.2.1 Valorisation de Corridor**

Il faut soutenir l'initiative de Programme de conservation (CI et WCS, GTZ, BM) de lancer une réflexion sur le mécanisme et processus d'obtention de crédits de carbone, surtout pour les déboisements évités. Promouvoir les études et les analyses sur le processus de création de crédit de carbone. Renforcer la valorisation des services écologiques du Corridor forestier : écotourisme, micro hydroélectrique, hydroélectrique. Focaliser les réflexions sur comment les communautés des bases et population riveraines du Corridor pourraient gagner les bénéfices direct.

### **VIII.2.2 Améliorer le Système de suivi et contrôle du Corridor**

Les outils de suivi et d'évaluation de la dynamique écologique (donné satellitaire, photo aérienne, repérage sur terrain, survol périodique) devrait être amélioré et à partagé au responsables régionaux. La mise en œuvre de suivi nécessite de transfert de ressources et moyen au niveau des acteurs responsables et services décentralisés concernés. Chaque Région devrait opérationnaliser les commissions forestières afin de coordonner et d'améliorer la gouvernance des ressources forestières

Suite aux expériences faite par Centre Valbio , WWF et CI autours du parc Ranomafana et à Vondrozo sur le suivi écologique participative, étendre ce processus dans les GCF et GELOSE le long du Corridor forestier avec les COBA et les FCOBA.

Afin de démontrer l'intérêt des services forestier à l'avenir de la cogestion du Corridor, il faut procéder à l'évaluation et aux renouvellements des contrats de transfert de gestion à termes. Les bailleurs doivent continuer la mise en œuvre et la consolidation des acquis des bailleurs de fond oeuvrant dans la gestion communautaire des ressources naturelles et la promotion de développement rurale à la lisière du Corridor forestier, il faut étendre les actions de développement et alternatives aux Tavy dans tous les communes touchés par le Corridor. Ces activités pourraient mitiger la mise en place des NAP et concilier la préservation de la biodiversité tout en favorisant le développement des populations riveraines.

### **VIII.2.3 Renforcer la gestion des feux**

Faciliter l'acquisition à temps des images satellitaires sur l'évolution des feux de brousse : Afin de favoriser la diffusion des informations au niveau des utilisateurs finaux, Il faut donc dès

maintenant mettre en œuvre un système durable par le transfert de compétence à une structure Régionale apte à diffuser et gérer les données de suivi satellitaire des feux. L'administration forestière régionale ou un prestataire privé (CMP, SIR...) peut jouer ce rôle. Diverses interventions sont envisageables et à développer au niveau DREEFT notamment la mise en place de mail.

Redynamiser et renforcer la capacité d'intervention du comité de suivi et évaluation des feux au niveau du District à jouer leur rôle. Pour l'instant, cette structure reste un organe qui reçoit des PV sans les exploiter pour le suivi des feux.

Le renforcement de la capacité des Maires, des Chefs Fokontany et KASTI, en matière de planification, en matière d'application effective des réglementations en vigueur et en matière de sensibilisation et mobilisation de la population, s'avère nécessaire pour assurer la réussite de la gestion des feux.

Pour l'exploitation minière, il faut poursuivre le processus de négociation surtout après consultation et définir les orientations avec les opérateurs miniers et les décideurs locaux sur les mesures à prendre. Appuyer la commission MINFORET à la réalisation de prochaines étapes de négociation. Les deux Ministères devront prévoir des mesures de compensation dans le cadre de sauvegarde pour les permissionnaires qui vont renoncés des carrés. Les systèmes de contrôle à mettre à place autours du Corridor devrait tenir compte le traitement de ruée des exploitations minières.

**Rendre plus efficace la communication et la sensibilisation sur la gestion durable des ressources naturelles** (Thèmes: stratégie de la lutte contres les feux, législation en vigueurs sur les exploitations des ressources naturelles, Gestion de nouvelle Aire Protégée, gestion foncière).

Les efforts de sensibilisation doivent être maintenus et améliorés à travers les actions suivantes: Mettre à disposition des acteurs locaux, régionaux les outils de gestion des feux et des ressources naturelles un grand nombre de kit. Les affiches doivent être accompagnées des animations et explication. L'agrandissement du format de l'affiche serait plus attrayant. La projection de film est plus attrayante et facile à comprendre pour les illettrés. La collaboration avec les radios et medias locaux renforcés par les vidéothèques locales est envisageable. L'appui à la multiplication de support audiovisuel (VCD, cassette vidéo) est nécessaire. Le contenu du kit doit être adapté à la réalité locale et aux habitudes de la population. La formation des animateurs est nécessaire pour la maîtrise des différents manuels de gestions des ressources. Toutes les Communes et chaque Fokontany doivent avoir à sa disposition les kits : au moins le poster et la brochure de réglementation.

## BIBLIOGRAPHIES

Haonasoia , Mars 2008, LA CONQUETE DU CORRIDOR FORESTIER Des enjeux, des pistes de réflexion et des recommandations suite aux premières consultations publiques pour la mise en place de la NAP Cas du Corridor Fandriana – Vondrozo ,

Karen 1999, Course pour le corridor : une étude sur l'économie familiale et la gestion des ressources naturelles dans la commune d'Ikongo

ERI/HAONASOA, 2008, Documents enquête préliminaire au niveau des communes du corridor

Joelisoa Ratsirarson, Vololoniaina H. Rakotozafy et Aristide Andrianarimisa, Perte et fragmentation des écosystèmes Synthèse créé par Melina F. Laverty et James P. Gibbs Adapté au contexte malgache

JARIALA / USAID, MEEFT, ONE, 2006, Prescription environnementale Haute Matsiatra PER Haute Matsiatra 2006

JARIALA / USAID, MEEFT, ONE, 2006, Prescription environnementale Haute Matsiatra PER Vatovavy Fitovinany

CTA Fianarantsoa , 1999, AGERAS Synthèse de l'analyse du Corridor Ranomafana Andringitra Projet MAG/96/G/ 31

Philippe Collas, Norbet Razafindrianilana, août 2007, Impacts environnementaux des transferts de gestion in TANTEZA, RESOLVE conseil par Pierre Montagne, Zo Razanamaharo, Andrew Cooke, Le transfert de gestion à Madagascar dix ans d'effort

Stéphanie M. Carrière<sup>1</sup>, Eric Randrianasolo<sup>2</sup> et Julie Hennenfent<sup>3</sup>, AIRES PROTÉGÉES ET LUTTE CONTRE LES BIOINVASIONS : DES OBJECTIFS ANTAGONISTES, Le cas de *Psidium cattleianum* Sabine (Myrtaceae) autour du parc national de Ranomafana à Madagascar. 1 IRD Centre de Montpellier; 2 Université d'Antananarivo, ESSA-Forêt, Antananarivo

Vokatry ny Ala, Dec 2006, EVALUATION ET ANALYSE DU DYNAMIQUE DE TRANSFERTS DE GESTION DANS LE CORRIDOR RANOMAFANA-ANDRINGITRACas d'Ampatsy (GCF mise en place et suivie par LDI/PTE/ERI) et d'Andranomiditra (GELOSE mise en place par SAGE)

Steve Goodman, Vololontiana Razafindratsita, 1999 Inventaire biologique du Parc National Ranomafana et du Couloir forestier, recherche pour le développement Série Science Biologique N17.

Suivi satellitaire des feux autour du Corridor (2001-2006 Réf JARIALA)

Résultat de l'atelier scientifique Corridor Fandriana Vondrozo 2005

<b>I</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>2</b>
<b>I.1</b>	<b>Problématique.....</b>	<b>2</b>
<b>I.2</b>	<b>Objectif et Assomption .....</b>	<b>3</b>
<b>II</b>	<b>APPROCHE METHODOLOGIQUE .....</b>	<b>3</b>
<b>III</b>	<b>CONTEXTE GENERAL DANS LE CORRIDOR .....</b>	<b>4</b>
<b>III.1</b>	<b>L'urgence de l'intervention dans cette zone.....</b>	<b>4</b>
III.1.1	Perte de l'habitat .....	4
III.1.2	Les spécificités de la formation forestière et l'intégrité des espèces faunistiques et floristiques du corridor .....	5
III.1.3	Les pressions et menaces accrues autour et dans le corridor .....	6
<b>III.2</b>	<b>L'approche de l'USAID .....</b>	<b>8</b>
<b>III.3.-</b>	<b>Les autres parties prenantes.....</b>	<b>10</b>
<b>IV</b>	<b>LES COROLLAIRES DES ACTIONS MENEES.....</b>	<b>10</b>
<b>IV.1</b>	<b>Amélioration de la gestion des AP existant et Intégration de Corridor Fandriana Vondrozo dans la NAP .....</b>	<b>10</b>
<b>IV.2</b>	<b>Promotion de la gestion communautaire des ressources naturelles renouvelable.....</b>	<b>11</b>
<b>IV.3</b>	<b>Diminution des pressions.....</b>	<b>12</b>
<b>IV.4</b>	<b>Promotion de la restauration des forêts dégradées .....</b>	<b>13</b>
<b>IV.5</b>	<b>Promotion des alternatives au tavy .....</b>	<b>15</b>
<b>IV.6</b>	<b>Meilleure gestion des feux.....</b>	<b>15</b>
<b>IV.7</b>	<b>Réduction de l'expansion exploitation minière à l'intérieur du Corridor.....</b>	<b>16</b>
IV.7.1	Expulsion des petits exploitants à Ihazomena .....	16
IV.7.2	Négociations des carrées minières.....	16
<b>V</b>	<b>DISCUSSION .....</b>	<b>17</b>
<b>V.1</b>	<b>Transfert de gestion : la controverse .....</b>	<b>17</b>
V.1.1	Expiration du contrat de transfert de gestion pour la plupart des COBA. ....	17
V.1.2	Conflit et conquête anarchique engendrés par les confusions sur les limites de transfert de gestion 18	18
V.1.3	Insuffisance de suivi et du contrôle des ressources transférées .....	18
V.1.4	L'exploitation du dispositif de suivi satellitaire des feux n'est pas encore effective au niveau de la Région .....	19
V.1.5	Les actions de sensibilisation sur la gestion des feux méritent d'être soutenues.....	19
V.1.6	Des facteurs socio-économiques à l'origine du phénomène de fragmentation .....	19
V.1.7	Accroissement démographique et pauvreté .....	19
V.1.8	Conquête des bas fonds dans la partie Ouest du Corridor :.....	20
V.1.9	Une nette avancée des Tavy dans la bande Est du Corridor .....	20
V.1.10	Les produits secondaires de la forêt deviennent de plus en plus rares .....	21
V.1.11	Extension des pistes piétonnières et avancement de l'implantation des communautés dans le corridor 22	22
V.1.12	Développement des feux sauvage à la lisière et autours du Corridor .....	22
<b>VI</b>	<b>RISQUE ET ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES MINIERES.....</b>	<b>24</b>
<b>VI.1</b>	<b>Retour des petites exploitations minières dans et autour du corridor :.....</b>	<b>24</b>
<b>VI.2</b>	<b>Non aboutissement de la négociation avec les grands propriétaires de carrée minier.....</b>	<b>24</b>
<b>VII</b>	<b>INQUIETUDES.....</b>	<b>25</b>

<b>VIII</b>	<b>CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>26</b>
<b>VIII.1</b>	<b>RECOMMANDATIONS</b>	<b>27</b>
VIII.1.1	Clarifier les fonctions écologiques des bas fond (wetlands) dans l'écosystème forestier	27
VIII.1.2	Suivre le Processus d'occupation du Corridor Forestier	27
VIII.1.3	Développer le politique de la Nouvelle Aire Protégés	27
<b>VIII.2</b>	<b>ORIENTATION SPECIFIQUES POUR L'USAID</b>	<b>27</b>
VIII.2.1	Valorisation de Corridor	28
VIII.2.2	Améliorer le Système de suivi et contrôle du Corridor	28
VIII.2.3	Renforcer la gestion des feux	28